



Treaty Series No. 10 (1955)

Protocol
amending the Anglo-French Agreement of
the 31st of August, 1945, for the
Re-establishment of the International
Administration of Tangier

Tangier, November 10, 1952.

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs to Parliament
by Command of Her Majesty
February 1955*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
FOURPENCE NET

Cmd. 9379

PROTOCOLE PORTANT MODIFICATIONS DE L'ACCORD FRANCO-BRITANNIQUE DU 31 AOÛT 1945

Tanger, le 10 novembre 1952.

Vu l'article 8 de l'Accord signé à Paris le 31 août 1945, au nom du Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Gouvernement Provisoire de la République Française conçu comme suit :

“ Le Comité de Contrôle pourra, à tout moment, tant que le présent Accord restera en vigueur, adopter par un vote unanime tous les amendements audit accord qu'il jugera désirables. Ces modifications seront consignées dans des Protocoles signés par les Membres du Comité de Contrôle et précisant la date à partir de laquelle elles entreront en vigueur. Ces modifications seront immédiatement soumises à l'agrément de S.M. Chérifienne en vue de la promulgation du dahir nécessaire.”

I

Le Comité de Contrôle statuant à l'unanimité a décidé que les articles 2, 4, 5, 6 et II de l'Accord franco-britannique du 31 août 1945 étaient abrogés. Les autres dispositions de cet Accord sont maintenues sous réserve des amendements suivants :

II

L'article 7, paragraphe (b), du même Accord est modifié et complété comme suit :

La Composition de l'Assemblée Législative sera fixée en considération du nombre des ressortissants, du chiffre du commerce général, des intérêts immobiliers et de l'importance du trafic à Tanger des différentes puissances signataires de l'Acte d'Algesiras.

A titre provisoire et jusqu'au moment où sera terminée l'étude approfondie des éléments fondamentaux pour une composition équitable de l'Assemblée Législative, celle-ci sera composée ainsi que le prévoit l'Accord franco-britannique du 31 août 1945 sauf en ce qui concerne la représentation italienne qui sera la même que celle prévue à l'article 34 du Protocole Final signé à Paris le 25 juillet 1928.

Les Consuls n'ayant qu'un seul représentant pourront désigner un suppléant qui remplacera le titulaire en cas d'absence.

Le Mendoub, chef de la communauté marocaine, préside l'Assemblée Législative et est assisté de vice-présidents qui le suppléent en cas d'absence ou d'empêchement.

Les fonctions de vice-président sont assurées à tour de rôle par les représentants des autres communautés.

Les puissances représentées à l'Assemblée par au moins trois membres auront droit chacune à un vice-président. Celles qui n'ont pas le quorum nécessaire pourront se grouper et présenter à l'Assemblée un vice-président appartenant à la nationalité de l'une d'elles.

Le Comité de Contrôle pourra, à tout moment, par Ordonnance motivée prise à la majorité des 2/3 des membres du Comité, statuer sur les matières qui entrent, aux termes du Statut, dans les attributions de l'Assemblée Législative. Les Ordonnances ainsi rendues seront promulguées, publiées et exécutées de la même manière que les actes correspondants de l'Assemblée.

**PROTOCOL MODIFYING THE ANGLO-FRENCH AGREEMENT
OF 31st AUGUST, 1945**

(Translation)

Tangier, November 10, 1952.

Whereas Article 8 of the Agreement signed at Paris on 31st August, 1945,⁽¹⁾ in the names of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Provisional Government of the French Republic provides as follows:—

“The Committee of Control may at any time while the present Agreement remains in force adopt by unanimous vote any amendments thereto which it considers desirable. Such modifications shall be recorded in protocols signed by the members of the Committee of Control, specifying the date as from which they shall operate. These modifications shall be immediately submitted to His Sherifian Majesty for his approval and the enactment of the necessary dahir.”

I

The Committee of Control has unanimously decided that Articles 2, 4, 5, 6 and 11 of the Anglo-French Agreement of 31st August, 1945, are abrogated. The other provisions of that Agreement remain in force subject to the following amendments:—

II

Article 7 (b) of the aforesaid Agreement shall be modified and completed as follows:—

The composition of the Legislative Assembly shall be determined by taking into consideration the number of nationals, the volume of commerce, the property interests, and the importance of local trade at Tangier of the several Powers signatories of the Act of Algeciras.

Provisionally, and pending the completion of a detailed study of the basic elements on which an equitable composition of the Legislative Assembly can be determined, the Assembly shall be constituted as provided in the Anglo-French Agreement of 31st August, 1945, except so far as Italian representation is concerned which shall be the same as that provided in Article 31 of the Final Protocol signed at Paris on 25th July, 1928.⁽²⁾

Consulates which have only a single representative may nominate a deputy to replace the holder of the appointment in the case of his absence.

The Mendoub, the head of the Moroccan community, shall preside over the Legislative Assembly and shall be assisted by Vice-Presidents who will act in his place should he be absent or otherwise prevented from attending.

The functions of Vice-President will be carried out in rotation by the representatives of the other communities.

The Powers represented in the Assembly by at least three members shall each have the right to provide a Vice-President. Those Powers which do not have the necessary quorum may form a group and present to the Assembly a Vice-President belonging to the nationality of one of them.

The Committee of Control may, at any time, by an Ordinance passed by a two-thirds majority of the members of the Committee and giving reasons for this course, adopt measures relating to any matter which under the Statute falls within the competence of the Legislative Assembly. Such Ordinances shall be promulgated, published and put into force in the same manner as measures passed in corresponding cases by the Assembly.

⁽¹⁾ “Treaty Series No. 24 (1946),” Cmd. 6899.

⁽²⁾ “Treaty Series No. 25 (1928),” Cmd. 3216.

III

L'article 7, paragraphe (c), du même Accord est modifié comme suit :

L'Administrateur de la Zone sera de nationalité belge, néerlandaise, portugaise ou suédoise. Il exécute les décisions du Comité de Contrôle et de l'Assemblée Législative, dirige l'Administration et est responsable du maintien de l'ordre public.

L'Administrateur sera assisté de quatre administrateurs-adjoints :

1 administrateur-adjoint chargé des affaires marocaines, de nationalité française,

1 administrateur-adjoint chargé des services d'hygiène, d'assistance et du travail, de nationalité espagnole,

1 administrateur-adjoint chargé des finances, de nationalité britannique,

1 administrateur-adjoint chargé des services judiciaires, de nationalité italienne,

et de :

1 ingénieur chef des Travaux Publics d'Etat, de nationalité française.

1 ingénieur chef des Travaux Publics Municipaux, de nationalité espagnole.

L'Administrateur, les administrateurs-adjoints et les ingénieurs seront nommés par S.M. Chérifienne, sur la demande du Comité de Contrôle à qui ils seront présentés par leur Consul respectif.

La durée du mandat de l'Administrateur sera de trois ans, non renouvelable. Celle des mandats des administrateurs-adjoints et des ingénieurs sera de cinq ans, renouvelable.

IV

L'article 7, paragraphe (d), du même accord est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les principes énoncés au paragraphes 1 et 2 de l'article 10 du Statut de 1923 modifié en 1928 sont réaffirmés. Les autres paragraphes de cet article, relatifs au Bureau Mixte d'Information, sont rétablis.

Les membres du Comité de Contrôle pourront, à tout moment, procéder à l'examen des archives et du fonctionnement du Bureau Mixte d'Information.

Les dispositions de l'article 47 du Statut de Tanger relatives à la Gendarmerie et à la Police demeurent abrogées.

La sécurité de la Zone sera assurée par une police générale et une police spéciale, placées l'une et l'autre sous les ordres directs de l'Administrateur de la Zone, seul responsable de l'ordre public.

La police générale sera commandée par un officier de police de nationalité belge, néerlandaise, portugaise ou suédoise, présenté à l'agrément du Comité de Contrôle par son Consul.

Le chef de la police générale sera assisté d'un chef adjoint français, de commissaires civils et militaires choisis parmi les ressortissants des puissances signataires de l'Acte d'Algesiras. Le Commissaire chef de la Sûreté sera de nationalité britannique.

Ces agents présentés par leur Consul respectif à l'agrément du Comité de Contrôle seront versés dans le cadre des fonctionnaires de l'Administration Internationale.

III

Article 7(c) of the aforesaid Agreement shall be modified as follows:—

The Administrator of the Zone shall be a person of Belgian, Netherlands, Portuguese or Swedish nationality. He will carry out the decisions of the Committee of Control and the Legislative Assembly, direct the Administration and shall be responsible for the maintenance of public order.

The Administrator shall be assisted by four Assistant-Administrators:

An Assistant-Administrator responsible for Moroccan Affairs, who shall be a person of French nationality;

An Assistant-Administrator responsible for the services of Health, Relief and Labour, who shall be a person of Spanish nationality;

An Assistant-Administrator for Finance, who shall be a person of British nationality;

An Assistant-Administrator for Judicial Affairs, who shall be a person of Italian nationality;

and by a Chief Engineer in charge of State Public Works, who shall be a person of French nationality; and a Chief Engineer in charge of Municipal Public Works, who shall be a person of Spanish nationality.

The Administrator, Assistant-Administrators and the Engineers shall be appointed by his Sherifian Majesty, at the instance of the Committee of Control to whom they will be presented by their respective Consuls.

The Administrator's term of office shall be three years and the appointment shall not be renewable. The terms of office of the Assistant-Administrators and of the Engineers shall be for five years and the appointments may be renewed.

IV

Article 7(d) of the aforesaid Agreement shall be abrogated and replaced by the following provisions:—

The principles stated in paragraphs 1 and 2 of Article 10 of the Statute of 1923⁽³⁾ as modified in 1928 are reaffirmed. The other paragraphs of that article, relating to the Mixed Intelligence Bureau, are restored to force.

The members of the Committee of Control may, at any time, proceed to an examination of the archives and functioning of the Mixed Intelligence Bureau.

The provisions of Article 47 of the Tangier Statute relating to the gendarmerie and the police remain abrogated.

The security of the Zone shall be assured by a general police force and a special police force, both of which shall be under the direct orders of the Administrator, who is alone responsible for public order.

The general police force shall be commanded by a police officer of Belgian, Netherlands, Portuguese or Swedish nationality, whose name shall be submitted to the Committee of Control for their approval by his Consul.

The Commandant of the general police force shall be assisted by a deputy commandant, who shall be a person of French nationality, and civil and military officers who shall be chosen from amongst the nationals of the Powers signatories of the Act of Algeciras.⁽⁴⁾ The Head of the *Sûreté* shall be of British nationality.

The above-mentioned officials, whose names shall be submitted by their respective Consuls to the Committee of Control for their approval, shall be regarded as officials of the International Administration.

(3) "Treaty Series No. 23 (1924)," Cmd. 2203.

(4) "Treaty Series No. 4 (1907)," Cd. 3302.

Le Commandant de la police spéciale sera de nationalité espagnole et présenté à l'agrément du Comité de Contrôle par son Consul.

Les chefs des deux polices établiront entre leurs services une liaison constante.

Les chefs des deux polices, nommés par dahir chérifien, relèveront directement de l'Administrateur de la Zone; la distribution des fonctions n'impliquera aucune différence hiérarchique entre eux.

Les règlements concernant la police générale et la police spéciale seront annexés au présent accord.

V

Un contrôleur spécial des dépenses, de nationalité belge, néerlandaise, portugaise ou suédoise, nommé par le Comité de Contrôle, pour une période de trois ans non renouvelable, sur présentation de son Consul, aura pour mission de veiller à l'imputation des crédits votés par l'Assemblée Législative ou éventuellement par le Comité de Contrôle et de vérifier leur utilisation.

Dans l'accomplissement de cette mission, il disposera des pouvoirs les plus étendus et maintiendra un contact étroit avec la Direction des Finances. Il pourra signaler au Comité de Contrôle, par l'entremise de l'Administrateur, toutes questions qui lui paraîtraient de nature à motiver l'intervention dudit Comité auquel il fera annuellement rapport sur ses activités.

VI

Les postes d'administrateur, de chef de la police générale, de receveur de la Zone et de contrôleur spécial des dépenses ne pourront être occupés par plus de deux ressortissants de la même nationalité.

VII

Le présent Protocole est conclu pour une période de cinq ans.

Il sera renouvelé de plein droit, par tacite reconduction, pour une ou plusieurs périodes égales si, au moins 6 mois avant son expiration, aucun des membres du Comité de Contrôle n'a demandé qu'il soit révisé. En ce cas, il continuera à s'appliquer jusqu'à la conclusion du nouvel accord.

Fait à Tanger le 10 novembre 1952:

JOHN CARTER VINCENT.
MANUEL HOMEM DE MELLO.
A. MERENS.
F. MACCHI DI CELLERE.
GODRIC MUNTZ.
F. DE PANAFIEU.
C. DEL CASTILLO.
C. DE RADIGUES.

The Commandant of the Special Police Force shall be a person of Spanish nationality and his name shall be submitted to the Committee of Control for their approval by his Consul.

The Commandants of the two police forces shall maintain constant contact between their forces.

The Commandants of the two police forces, nominated by Sherifian dahir, are directly responsible to the Administrator of the Zone: the allocation of functions between them does not imply any hierarchic distinction.

The regulations relating to the general police force and the special police force shall be annexed to the present Agreement.⁽⁵⁾

V

A special Controller of Expenditure, who shall be a person of Belgian, Netherlands, Portuguese or Swedish nationality, appointed by the Committee of Control for a period of three years after being nominated by his Consul, the appointment not being renewable, shall be responsible for supervising the appropriation of credits voted by the Legislative Assembly or, should the occasion arise, by the Committee of Control, and confirming the use to which they are put.

In carrying out these duties, he shall have wide powers and shall be in close contact with the Director of Finance. He may draw the attention of the Committee of Control, through the Administrator, to any matters which seem to him to require the intervention of the said Committee to which he shall make an annual report on his activities.

VI

The appointments of Administrator, Commandant of the General Police Force, Receiver for the Zone and Special Controller of Expenditure may not be held by more than two persons who possess the same nationality.

VII

The present Protocol is concluded for a period of five years.

It shall be renewed in full force and effect, by tacit agreement, for one or more periods of the same duration unless at least six months before its expiration any member of the Committee of Control has requested that it be revised. In that case, it shall continue to apply until the conclusion of a new agreement.

Done at Tangier, 10th November, 1952.

- JOHN CARTER VINCENT.
- MANUEL HOMEM DE MELLO.
- A. MERENS.
- F. MACCHI DI CELLERE.
- GODRIC MUNTZ.
- F. DE PANAFIEU.
- C. DEL CASTILLO.
- C. DE RADIGUES

(5) Not printed.

PRINTED AND PUBLISHED BY HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased from

York House, Kingsway, LONDON, W.C.2 423 Oxford Street, LONDON, W.1

P.O. Box 569, LONDON, S.E.1

13a Castle Street, EDINBURGH, 2 109 St. Mary Street, CARDIFF

39 King Street, MANCHESTER, 2 Tower Lane, BRISTOL, 1

2 Edmund Street, BIRMINGHAM, 3 80 Chichester Street, BELFAST

or from any Bookseller

1955

Price 4*d.* net

PRINTED IN GREAT BRITAIN